

MARCHE N° 25-002PIL

CCTP

# Centre national des Œuvres Universitaires et scolaires



[60 boulevard du lycée - 92170 Vanves]

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Cahier des clauses techniques particulières**

**Mission d'accompagnement à la pré-certification  
des comptes des Crous**

Marché passé en Appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1°  
et R. 2161-2 à R2161-11 du Code de la commande publique.

## SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
2.	CONTEXTE.....	3
3.	OBJET DU MARCHE.....	5
4.	PERIMETRE DU MARCHE .....	5
5.	OBLIGATIONS DES TITULAIRES .....	6
6.	PRESTATIONS ATTENDUES .....	6

## 1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

---

Le Centre National (Cnous) et les Centres Régionaux des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) ont été créés par la loi du 16 avril 1955 visant à réorganiser les services d'œuvres sociales en faveur des étudiants :

- Au plan national, le Cnous a pour mission d'aider et d'orienter l'action des Centres Régionaux et d'en contrôler la gestion.
- Au plan régional, les Crous assurent la gestion des services propres à satisfaire les besoins des étudiants et à améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants conformément au décret 2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires.

Le réseau des Crous se compose du centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous) et de 26 centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous), tous établissements publics nationaux à caractère administratif, opérateurs de l'Etat. Il est régi par le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires et soumis aux dispositions du décret GBCP.

Les 26 Crous offrent un ensemble de services à l'étudiant pour faciliter son parcours universitaire et favoriser, dans une démarche sociale, l'égalité des chances.

La mission du réseau consiste à améliorer les conditions de vie et d'études des étudiants au quotidien et à favoriser leur épanouissement et leur parcours vers l'autonomie, à travers l'accompagnement social et financier des étudiants (bourses sur critères sociaux, aides sociales) ; la restauration étudiante ; le logement étudiant ; le développement de la vie de campus, en partenariat avec les universités et autres établissements d'enseignement supérieur.

Leur ambition est d'apporter aux 2,89 millions d'étudiants les mêmes chances d'accès et de réussite dans l'Enseignement supérieur : logement, restauration, recherche d'emplois temporaires, vie de campus, accueil des étudiants étrangers, etc. Ils interviennent en relation avec de nombreux partenaires.

Le Cnous et les 26 Crous sont des établissements publics à caractère administratif dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Ils sont placés sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur. Ils sont administrés par un conseil d'administration composé de représentants de l'administration, de représentants des personnels, d'élus étudiants et de personnalités extérieures.

### Indicateurs nationaux du réseau

- Nombre d'étudiants : 2,89 millions ;
- Nombre d'agents : près de 12 800 agents
- Nombre de boursiers : + de 780 000 boursiers par an ;
- Logement : + de 800 résidences et + de 170 000 logements ;
- Restauration : environ 800 structures et 900 points de vente

## 2. CONTEXTE

---

### 2.1. Contexte et présentation du Cnous et des Crous

Le Cnous, établissement tête de réseau, assure la cohérence et le pilotage du réseau, l'expertise de projets, la mutualisation des expériences, l'organisation du dialogue social avec les représentants des personnels et des relations avec les organisations étudiantes, la modernisation de la gestion, l'allocation et l'optimisation des ressources et la restitution des résultats des politiques financées par l'Etat sur le territoire national.

Le Cnous accompagne les Crous dans leur travail avec leurs partenaires locaux (universités, établissements d'enseignement supérieur, étudiants et leurs associations, collectivités territoriales, etc.) dans des champs aussi divers que la culture, la promotion du bien-être, la dynamisation de la vie en

résidence, l'accès aux loisirs, etc. Pour soutenir la réalisation de ces missions, le réseau des Crous a mis en place un service de la formation continue et un centre national de formation.

Le Cnous a notamment pour mission de répartir les moyens alloués par l'Etat aux Crous. En outre, le Cnous anime et pilote le réseau des 26 Crous, en promouvant la mutualisation des bonnes pratiques comptables et réglementaires et en accompagnant ces établissements dans le renforcement de leur dispositif de maîtrise des risques. Dans le cadre du projet de réseau (futur COP), le Cnous accompagne les Crous dans l'approfondissement du dispositif de contrôle interne budgétaire, comptable et financier en vue de la certification de leurs comptes. La première phase de cet accompagnement consiste à réaliser dans chacun des Crous, un audit à blanc des comptes de chacun des Crous (pré-certification).

Les règles de présentation des budgets des opérateurs de l'Etat que sont le Cnous et les Crous sont exposées dans le recueil des règles budgétaires des organismes (RRBO\_Version novembre 2023) et l'arrêté du 20 septembre 2023 (modifiant la liasse pour les organismes appliquant la comptabilité budgétaire). Les règles relatives à la comptabilité générale sont décrites dans l'instruction comptable commune (BOFIP-GCP-240027 du 03/12/2024). Les budgets du Cnous et des Crous sont soumis au vote des conseils d'administration selon le format des états budgétaires fixé par le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

**Les chiffres clés et l'organisation de chacun des Crous seront présentés dans le cadre de l'établissement des marchés subséquents au présent accord-cadre.**

## **2.2. L'Agence comptable de chaque Crous**

L'agence comptable de chaque Crous a pour missions de :

- payer toutes les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement de l'établissement et à ce titre suivre l'inventaire comptable ;
- encaisser toutes les recettes de l'établissement ;
- gérer la trésorerie de l'établissement ;
- tenir la comptabilité générale de l'établissement, établir les comptes annuels définitifs (compte financier) et les transmettre à l'ordonnateur pour approbation par le conseil d'administration ;
- exercer une mission d'information et de conseil auprès de la direction générale et de toutes les directions de l'établissement en participant à la communication financière et en formulant des avis notamment à la suite des vérifications réglementaires, ou ponctuellement sur demande ;
- veiller à la qualité comptable des opérations de l'établissement ;
- assurer la conservation des titres, droits et valeurs ainsi que des pièces justificatives ;
- contrôler les régies d'avances et de recettes, afin de s'assurer du respect de la réglementation s'agissant du maniement de fonds publics.

**L'organisation de chaque agence comptable sera présentée dans le cadre de l'établissement des marchés subséquents au présent accord-cadre.**

Les agents comptables sont nommés par arrêté interministériel MESR / Budget. En qualité de comptables publics principaux, ils sont responsables des opérations qu'ils effectuent au titre du nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics mis en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Ils rendent compte de leur gestion devant la Cour des Comptes. Ils ne doivent recevoir aucune délégation de signature du directeur général, de la directrice générale de l'établissement, sauf dans le cadre d'une convention de dualité de fonction (conformément à l'article 3 de l'arrêté du 5 mai 2023 fixant les modalités d'exercice des fonctions de chef des services financiers par un agent comptable). Ils assistent au conseil d'administration avec voix consultative.

Les fondés de pouvoir sont titulaires d'une délégation générale de signature de l'agent comptable. A ce titre, ils le représentent pour tous les actes de gestion et ont autorité sur les équipes.

Les interlocuteurs privilégiés seront donc pour la mission : l'agent comptable, son fondé de pouvoir, le référent contrôle interne, les responsables des pôles dépenses et recettes / recouvrement et le service de l'exécution budgétaire.

### **3. OBJET DU MARCHE**

---

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution des prestations relevant de l'accompagnement à la pré-certification des comptes de chaque Crous.

Le présent accord-cadre est multi-attributaire, avec quatre titulaires maximum. Les titulaires seront remis en concurrence au lancement de chaque marché subséquent, dans les conditions prévues à l'article 7 du CCAP.

Les prestations attendues nécessitent la nomination d'un auditeur pour réaliser l'audit à blanc des comptes de chaque Crous.

Les prestations couvrent les travaux de pré-certification des comptes annuels de chacun des Crous portant sur l'exercice N-1 de réalisation de la mission ainsi que sur les travaux de contrôle du bilan d'ouverture.

L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

Les comptes annuels de chacun des Crous comprennent :

- Les états financiers composés du bilan, du compte de résultat, de l'annexe et de la balance des valeurs inactives le cas échéant ;
- Les états budgétaires soumis au vote du conseil d'administration composés du tableau des emplois, du tableau des autorisations budgétaires et du tableau d'équilibre financier.

Cette mission comprend les travaux de contrôle du bilan d'ouverture de l'exercice audité.

### **4. PERIMETRE DU MARCHE**

---

Cet accord cadre a pour objet l'exécution des prestations relevant de l'accompagnement à la pré-certification des comptes de chaque Crous.

La durée de la mission d'audit à blanc des comptes pour le présent marché est d'un exercice comptable, incluant le bilan d'ouverture.

Les prestations du présent marché couvrent les travaux de pré-certification des comptes annuels des Crous qui seront étalés entre les années 2025 et 2028. Les 24 Crous concernés par ce marché seront répartis au sein de plusieurs marchés subséquents, passés sur la durée de l'accord-cadre (2025-2028) et portant sur 2 à 4 Crous environ par marché subséquent.

Pour chaque établissement, les prestations se dérouleront en trois phases :

- l'orientation et la planification de la mission ;
- l'appréciation des risques liés au contrôle interne financier ;
- l'audit à blanc des comptes incluant les travaux de contrôle du bilan d'ouverture.

Le détail de ces phases est précisé ci-après.

Il appartient au titulaire de prévoir l'ensemble des moyens humains et techniques nécessaires à la réalisation de la mission sur plusieurs établissements simultanément et, le cas échéant, de revoir le dimensionnement à la hausse afin de tenir les engagements et les délais.

## **5. OBLIGATIONS DES TITULAIRES**

---

### **5.1. Obligations relatives à l'exécution du marché d'accompagnement à la pré-certification des comptes des Crous**

Ce marché prévoit la nomination d'un auditeur pour réaliser la mission d'accompagnement à la pré-certification des comptes des Crous.

### **5.2. Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel**

Toute information communiquée ou accessible dans le cadre de la mission faisant l'objet de ce marché est considérée comme confidentielle. Les parties s'engagent à respecter leur caractère confidentiel et à ne pas les révéler ou les laisser à disposition de tiers.

Le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers au présent accord-cadre (y compris le personnel du titulaire non affecté au présent accord-cadre), pour toutes les informations qui leurs sont confiées ou dont ils viendraient à avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents.

A ce titre, le titulaire du présent marché s'interdit de diffuser la moindre information concernant le présent accord-cadre et l'ensemble des marchés subséquents qui en découlent, sauf accord écrit préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Il ne communique les informations qu'il détient qu'aux personnes légalement qualifiées pour les connaître.

Pour garantir la confidentialité, le titulaire s'interdit :

- toute divulgation, quelle qu'elle soit, à quelque titre que ce soit, des informations confidentielles ;
- d'utiliser ou d'exploiter partiellement ou totalement les informations confidentielles, sous quelque forme que ce soit, à d'autres fins que celles de l'exécution du marché.

Il devra supprimer de sa base données dès la fin de la mission, toute donnée confidentielle récoltée dans le cadre de l'exécution au même titre que les données personnelles dont le traitement est mentionné à l'article 11 du CCAP.

Tout manquement à cette obligation de confidentialité engage sa responsabilité.

### **5.3. Obligation en matière d'information**

Le titulaire s'engage à informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité et le suivi du marché, tel qu'il a été défini dans le présent CCTP.

## **6. PRESTATIONS ATTENDUES**

---

### **6.1. Description des missions**

#### **A. Auprès du Cnous**

Le Cnous assure le pilotage des missions d'accompagnement à la pré-certification des comptes des Crous. A l'attribution de l'accord-cadre, une réunion de lancement est prévue entre le Cnous et les titulaires de l'accord cadre pour :

- présenter l'organisation du Réseau des Crous et les modalités d'exécution de l'Accord-cadre ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à réaliser ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;



- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du Cnous et des Crous envers les Titulaires.

Le compte-rendu de réunion sera établi par le Cnous.

A la notification de chaque marché subséquent, le Crous organise une réunion de démarrage avec le Titulaire et les Crous bénéficiaires du marché subséquent.

Les éléments attendus sont rappelés dans le tableau suivant :

<i>Phases de la mission</i>	<i>Description succincte des phases</i>	
	<i>Documents/livrables</i>	<i>Communication/restitutions</i>
Présentation de l'orientation et planification du marché subséquent	Plan de mission comprenant le calendrier et l'orientation des travaux pour les titulaires Programme de travail-type qui comprend la nature et l'étendue des diligences menées Support de présentation de la méthodologie prévisionnelle	<b>Réunion de démarrage</b> du marché subséquent entre le Crous, le titulaire du marché subséquent et les Crous concernés. Réunion de présentation avec planning prévisionnel des marchés subséquents

Le compte-rendu de la réunion est rédigé par le titulaire et transmis par voie électronique sous 5 jours ouvrés à l'ensemble des participants.

En tant que pilote des missions, le Crous sera destinataire de l'ensemble des livrables présenté dans le point infra (B. Au près de chaque établissement) afin de suivre l'avancée de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

## B. Au près de chaque établissement

Le titulaire s'acquitte de ses obligations conformément aux lois, règlements et normes d'exercice professionnelles en vigueur.

Pour chaque établissement, la mission d'accompagnement à la pré-certification des comptes se déroulera en trois phases :

- l'orientation et la planification de la mission ;
- l'appréciation des risques liés au contrôle interne financier ;
- l'audit à blanc des comptes incluant le bilan d'ouverture.

Les principaux éléments attendus et les échéances sont rappelés dans le tableau suivant :

<b>Phasage technique de la mission</b>			
<i>Phases de la mission</i>	<i>Description succincte des phases</i>		
	<i>Documents/livrables</i>	<i>Communication/restitutions</i>	<i>Echéances de remise des livrables</i>
Orientation et planification de la mission	Lettre de mission Plan de mission comprenant le calendrier et l'orientation des travaux	<b>Réunion de début des prestations</b> avec l'ordonnateur et le comptable public du Crous, le Crous sur demande expresse du Crous	A définir entre les titulaires et le Crous de manière à anticiper le planning des réunions et la disponibilité des acteurs



	<p>Programme de travail qui comprend la nature et l'étendue des diligences ainsi que le nombre d'heures de travail et les honoraires correspondants</p> <p>Support de présentation et compte-rendu de la réunion de début des prestations</p>	Validation du planning de travail prévisionnel d'intervention	
Appréciation des risques liés au contrôle interne financier	<p>Synthèse de la mission précisant les zones de risques budgétaires et comptables (insuffisance du dispositif de maîtrise des risques), les points forts et les marges de progression</p> <p>Support de présentation et compte rendu de la réunion de synthèse</p>	<b>Réunion de suivi de la prestation</b> avec l'ordonnateur et le comptable public du Crous	A définir entre les titulaires et le Crous de manière à anticiper le planning des réunions et la disponibilité des acteurs, et au plus tard avant le 31/07/N ou le 30/11/N
Audit à blanc des comptes incluant le bilan d'ouverture	<p>Rapport détaillé de la mission précisant les observations d'audit, les réserves potentielles, les axes de progression et l'opinion prévisionnelle dans la perspective de la certification des comptes en réel</p> <p>Tableau récapitulatif des recommandations par processus avec le niveau de risque et les acteurs concernés.</p> <p>Support de présentation et compte rendu de la réunion de synthèse</p>	<b>Réunion de clôture de la prestation</b> avec l'ordonnateur et le comptable public du Crous	A définir entre le titulaire et le Crous de manière à anticiper la disponibilité des acteurs, et au plus tard avant le 31/07/N ou le 30/11/N

Pour chacune de ces phases, les candidats en préciseront le calendrier et la durée, les interlocuteurs du Crous mobilisés, la période à laquelle ces derniers seront mobilisés, les documents qui devront être mis à leur disposition ainsi que les restitutions réalisées à chaque étape.

Cette mission comprend également les travaux d'audit à blanc du bilan d'ouverture.

## **6.2. Calendrier prévisionnel**

Le présent marché couvre les prestations de pré-certification des comptes annuels des Crous pour les comptes des exercices 2024 à 2027, incluant les travaux de contrôle du bilan d'ouverture de l'exercice audité.

Le calendrier prévisionnel du déroulement des marchés subséquents découlant du présent accord-cadre est estimé comme suit :

2025 : marché subséquent n°1

Puis chaque année, à compter de 2026, deux marchés subséquents qui devraient s'échelonner comme suit ;

- un marché subséquent de mai à juillet ;
- un second marché subséquent de septembre à novembre ;

La durée de réalisation des marchés subséquents est donc estimée entre 3 et 5 mois pour 2 à 4 Crous. L'ensemble des livrables mentionnés dans le tableau ci-dessus devront être transmis au plus tard avant respectivement le 31 juillet de l'année N pour les marchés subséquents conclus au premier semestre de l'année N et le 30 novembre de l'année N pour les marchés subséquents conclus au deuxième semestre, s'agissant de l'audit à blanc des comptes de l'exercice N-1.

Chaque réunion donne lieu à un compte-rendu ou un relevé de conclusions. Les comptes-rendus de réunion sont à la charge exclusive du Titulaire, qui les transmet sous 5 jours ouvrés au Crous et au Cnous, par voie numérique. En cas de remarque ou observations de ces derniers, il reprendra le compte-rendu autant de fois que nécessaire pour aboutir à une version qui conviennent à l'ensemble des parties.

## **6.3. Pilotage et suivi**

Dans le cadre de chaque mission d'accompagnement à la pré-certification des comptes, des points de suivi pourront avoir lieu entre l'auditeur d'une part, et l'ordonnateur et l'agent comptable du Crous ou leurs représentants d'autre part.

Le titulaire signalera également toute difficulté, et tout problème d'avancement dans la réalisation de sa mission. Dans ce cas, le délai d'alerte par les titulaires vers le Crous devra être compatible avec la bonne réalisation de leur mission telle que planifiée et ne saura en tout état de cause être supérieur à une semaine.

Le Cnous ne participera pas à ces points de suivi entre le titulaire et les Crous bénéficiaires. Mais le Cnous participera aux réunions de lancement de l'accord-cadre et de démarrage de chaque marché subséquent mentionnées aux articles 6.1.1 et 6.1.2 du CCAP et il sera destinataire de tous les supports de présentation relatifs aux réunions effectuées dans chaque établissement (réunion de début des prestations, réunions de suivis et réunion de clôture des prestations) mentionnées au point 6.1.B du présent CCTP.